



Expertise comptable - Conseil - Audit

## **CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE**

**Siège social : Contour Antoine de Saint-Exupéry  
Campus de Ker Lann  
35170 BRUZ**

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**\*\*\*\*\***

## **CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE**

**Siège social : Contour Antoine de Saint-Exupéry  
Campus de Ker Lann  
35170 BRUZ**

---

### **SOMMAIRE**

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS** **1 à 4**
- **COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024** **5 à 23**

**CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE**

**Siège social : Contour Antoine de Saint-Exupéry  
Campus de Ker Lann  
35170 BRUZ**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31 décembre 2024*

\*\*\*\*\*

Aux Elus de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 17 juin 2021, il nous appartient d'effectuer l'audit des comptes annuels de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.821-53 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe intitulés « 4.2.2. Créances » exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des créances clients et à leur dépréciation. Nous avons été amenés à apprécier sur base d'échantillonnage le caractère approprié des méthodes comptables précisées dans ce paragraphe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux élus.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau et présentés à votre commission de finances.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit, afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant, fournies dans les comptes annuels ;



- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

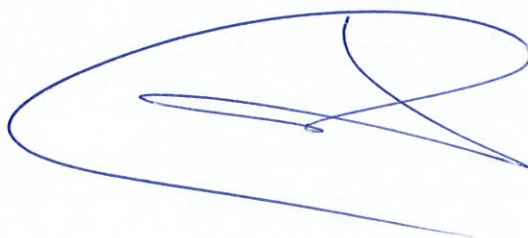
---

**Fait à SAINT BRIEUC, le 17 juin 2025**

Le Commissaire aux comptes

**S.A.S. FITECO**

Représentée par Cédric GOURET



**CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE**

**Siège social : Contour Antoine de Saint-Exupéry  
Campus de Ker Lann  
35170 BRUZ**

---

**COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos au 31 décembre 2024**

**\*\*\*\*\***

## BILAN - ACTIF

ACTIF	Montant brut 2024	Amortissement / dépréciation	Montant net 2024	Montant net 2023	Variation
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
<b>Immobilisations Incorporelles</b>					
Frais d'établissement	1 812	1 812			0
Frais de recherche et développement	16 206	16 206			0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	733 016	727 213	5 803	9 462	-3 659
Droit au bail					0
Autres immobilisations incorporelles	786 848	782 168	4 680	9 905	-5 225
Immobilisations incorporelles encours				0	0
Avances et acomptes					0
<b>Sous-total (immobilisations incorporelles)</b>	<b>1 537 882</b>	<b>1 527 399</b>	<b>10 483</b>	<b>19 367</b>	<b>-8 884</b>
<b>Immobilisations Corporelles</b>					
Terrains	3 218 893		3 218 893	3 218 893	0
Agencements et aménagements de terrains	1 620 156	1 360 973	259 183	294 149	-34 966
Constructions	108 999 503	62 285 992	46 713 511	45 948 190	765 321
Constructions sur sol d'autrui					0
Installations techniques, matériel et outillage	31 044 966	23 605 909	7 439 057	5 648 350	1 790 707
Autre immobilisations corporelles	36 269 570	25 786 442	10 483 128	10 600 984	-117 856
Immobilisations corporelles encours	4 654 381		4 654 381	4 735 957	-81 576
Avances et acomptes				0	0
<b>Sous-total (immobilisations corporelles)</b>	<b>185 807 470</b>	<b>113 039 316</b>	<b>72 768 153</b>	<b>70 446 523</b>	<b>2 321 630</b>
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et autres formes de participation	2 252 663	2 161 927	90 736	99 862	-9 126
Prêts	376 489		376 489	376 489	0
Autres immobilisations financières	9 345		9 345	9 345	0
<b>Sous-total (immobilisations financières)</b>	<b>2 638 497</b>	<b>2 161 927</b>	<b>476 570</b>	<b>485 696</b>	<b>-9 126</b>
<b>TOTAL I ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>189 983 849</b>	<b>116 728 642</b>	<b>73 255 207</b>	<b>70 951 586</b>	<b>2 303 620</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
Stocks et encours	312 922		312 922	322 144	-9 222
Créances					0
Avances et acomptes	66 720		66 720	47 036	19 684
Clients et comptes rattachés	17 670 712	991 259	16 679 453	31 026 252	-14 346 799
Fournisseurs débiteurs					0
Personnels et comptes rattachés	10 928		10 928	1 626	9 302
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					0
Etat et autres collectivités publiques	1 827 984		1 827 984	855 554	972 430
Comptes courants					0
Autres créances	1 277 100		1 277 100	1 253 854	23 246
Charges constatées d'avance	395 825		395 825	246 344	149 481
Compte de liaison des établissements					0
Opérations de trésorerie inter-services					0
<b>Sous-total 1</b>	<b>21 562 191</b>	<b>991 259</b>	<b>20 570 932</b>	<b>33 752 810</b>	<b>-13 181 878</b>
Valeurs mobilières de placement	32 261 525		32 261 525	27 455 883	4 805 642
Disponibilités					
Caisse	5 653		5 653	9 330	-3 677
Comptes bancaires débiteurs	24 227 277		24 227 277	12 318 328	11 908 949
Comptes de virements internes	0		0	0	0
<b>Sous-total 2 (Disponibilités)</b>	<b>56 494 455</b>	<b>0</b>	<b>56 494 455</b>	<b>39 783 541</b>	<b>16 710 914</b>
Régies d'avances et accreditifs	0		0	400	-400
<b>Sous-total 3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL II ACTIF CIRCULANT</b>	<b>78 056 646</b>	<b>991 259</b>	<b>77 065 387</b>	<b>73 536 751</b>	<b>3 528 636</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>268 040 495</b>	<b>117 719 901</b>	<b>150 320 594</b>	<b>144 488 337</b>	<b>5 832 256</b>

Visé par le  
Commissaire aux Comptes



## BILAN - PASSIF

PASSIF	Montant 2024	Montant 2023	Variation
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Apports			
Dotation	4 355 810	4 355 810 -	0
Dons et legs	3 219	3 219	0
Affectation	107 027	107 027	-
Financements de l'Etat rattachés à des actifs détermin.	2 211 064	2 350 295 -	139 231
Ecart de réévaluation			-
Réserves	1 631 995	1 631 995 -	0
<i>Dont : Part de droit additionnel affectée à un investissement</i>			-
<i>Dont : Autres réserves (réserves facultatives)</i>	1 631 995	1 631 995 -	0
Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)	73 982 726	66 102 074	7 880 652
Résultat net de l'exercice (excédent ou déficit)	6 628 925	7 880 652 -	1 251 727
Financements des tiers autres que l'Etat rattachés	39 939 358	41 802 947 -	1 863 589
<b>TOTAL I CAPITAUX PROPRES</b>	<b>128 860 124</b>	<b>124 234 019</b>	<b>4 626 104</b>
<b>PROVISIONS</b>			
Provisions pour risques	1 027 524	923 074	104 450
Provisions pour charges	1 757 110	2 148 681 -	391 571
<b>TOTAL II PROVISIONS</b>	<b>2 784 634</b>	<b>3 071 755 -</b>	<b>287 121</b>
<b>DETTES</b>			
<b>Dettes financières</b>			
Emprunts et dettes auprès des établiss.de crédit	2 660 760	3 105 851 -	445 091
Emprunts et dettes financières divers	39 937	42 979 -	3 042
Avances de l'Etat et autres collectivités publiques			-
Comptes bancaires créditeurs	10 958	6 487	4 471
<b>Dettes d'exploitation</b>			
Avances & acomptes s/commandes reçues			-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 569 841	5 576 020	1 993 821
<i>Dont : fournisseurs</i>	6 767 534	4 947 214	1 820 320
<i>Dont : fournisseurs d'immobilisations</i>	22 586	26 261 -	3 675
<i>Dont : fournisseurs effets à payer</i>			-
<i>Dont : fournisseurs factures non parvenues</i>	779 721	602 544	177 177
Dettes fiscales et sociales	5 850 791	7 396 520 -	1 545 729
<i>Dont : Personnels et comptes rattachés</i>	1 924 123	1 589 484	334 639
<i>Dont : Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	2 007 237	3 720 787 -	1 713 550
<i>Dont : Etat et autres collectivités publiques</i>	1 919 431	2 086 248 -	166 817
Compte de liaison des établissements	0	0	-
Opérations de trésorerie inter-services			-
Comptes courants			-
Dettes diverses	356 951	335 355	21 596
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			-
Autres dettes (y.c 47)			-
Produits constatés d'avance	2 186 598	719 351	1 467 247
<b>TOTAL III DETTES</b>	<b>18 675 836</b>	<b>17 182 563</b>	<b>1 493 273</b>
<b>TOTALGENERAL (I+II+III)</b>	<b>150 320 594</b>	<b>144 488 337</b>	<b>5 832 256</b>

## COMPTE DE RESULTAT 2024

	Total CMARB	Total CMARB
	Exercice N	Exercice N-1
	31/12/24	31/12/23
<b>Produits d'exploitation :</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue [bien et services]	59 773 495	60 153 439
Production stockée		-
Production immobilisée		-
Subventions d'exploitation	1 351 165	827 964
Reprises sur dépréciation, provisions, transfert de charges	8 440 861	11 168 216
Autres produits	9 775 017	9 767 875
<b>Total I</b>	<b>79 340 539</b>	<b>81 917 494</b>
<b>Charges d'exploitation :</b>		
Achats d'approvisionnements	164 168	150 408
Variation de stocks d'approvisionnements	9 222	- 322 144
Autres charges externes	17 512 588	19 252 542
Impôts, taxes et versements assimilés	2 447 933	2 279 981
Rémunération du personnel	29 469 606	28 103 171
Charges sociales	13 815 141	12 349 112
Dotations aux amortissements	8 934 088	10 254 379
Dotations aux provisions	- 136 686	832 532
Autres charges	1 658 283	1 019 490
<b>Total II</b>	<b>73 874 344</b>	<b>73 919 470</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>5 466 195</b>	<b>7 998 024</b>
Produits financiers (III)	1 381 594	452 094
Charges financières (IV)	57 371	81 892
Produits exceptionnels (V)	84 804	867 970
Charges exceptionnelles (VI)	246 297	1 355 545
Impôts sur les bénéfices (VII)		
<b>BENEFICE ou PERTE (I-II+III-IV+V-VI-VII)</b>	<b>6 628 925</b>	<b>7 880 652</b>
Quote-part DR (hors DR CFA)		
<b>RESULTAT après affectation quote-part DR</b>	<b>6 628 925</b>	<b>7 880 652</b>



## Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Bretagne

---

### Annexe légale aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024

**Montants exprimés en Euros**



## Table des matières

<b>1</b>	<b>Principes et méthodes comptables</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Description du périmètre des activités de la CMA</b>	<b>3</b>
2.1	Activités de la CMA	3
2.2	Activités du CFA – Réforme de l’Apprentissage	3-4
<b>3</b>	<b>Évènements majeurs survenus au cours de l’exercice et après l’exercice</b>	<b>4</b>
3.1	Évènements majeurs intervenus au cours de l’exercice	4-5
3.2	Évènement majeur postérieur à la clôture	6
<b>4</b>	<b>Informations relatives aux postes du bilan et du compte de</b>	
	<b>Résultat</b>	<b>6</b>
4.1	Actif immobilisé	6
4.1.1	État de l’actif immobilisé (brut)	6
4.1.2	Amortissements de l’actif immobilisé	6-7
4.2	Actif circulant	8
4.2.1	État des stocks	8
4.2.2	Créances	8
4.2.3	Charges constatées d’avance	8
4.2.4	Trésorerie	8
4.3	Fonds propres	9
4.3.1	Variation des fonds propres	9
4.3.2	Subventions d’investissement	9-10
4.4	Passifs et provisions	11
4.4.1	Provisions	11
4.4.2	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	11
4.4.3	Précisions sur d’autres dettes	12
4.5	État des dettes et créances à la clôture de l’exercice	12-14
4.6	Compte de résultat	14
4.6.1	Subvention d’exploitation	14
4.6.2	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	14

## **1 Principes et méthodes comptables**

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du référentiel comptable applicable aux CMAR, dans sa version de 2024.

Le total du Bilan est de 150 320 594 €.

Le résultat est de 6 628 925€.

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect des principes comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de bases, à savoir :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La durée de l'exercice comptable pour 2024 est de 12 mois.

Les principales méthodes comptables retenues sont évoquées point par point ci-après dans chaque sous chapitre.



## **2 Description du périmètre des activités de la CMA**

### **2.1 Activités de la CMA**

Le siège social de la CMA de Région Bretagne est localisé à Bruz pour l'exercice comptable 2024. Son transfert vers le site de Rennes a été réalisé le 1er janvier 2025. L'établissement dispose de plusieurs antennes sur l'ensemble du territoire breton avec des sites principaux basés à Ploufragan, Quimper, Rennes et Vannes.

Les activités se décomposent en plusieurs services :

- Les activités de Formation Initiale réalisées sur les 7 campus, qui sont pilotées par le Centre de Formation des Apprenti Régional (CFAR).
- Les activités historiques d'enregistrement des formalités des entreprises (inscription, modification, radiation) au répertoire des métiers.
- Les activités d'accueil physique et téléphonique pour tous types de conseils à destination des artisans.
- Les activités de développement économique : suivi des créateurs, partenariats et actions avec les partenaires institutionnels (EPCI, Région...).
- Les activités de formation continue à destination des artisans ainsi que leurs collaborateurs. Ces formations peuvent être transverses ou bien techniques.
- Les activités d'animation et de valorisation des métiers de l'artisanat, menées par les Directions territoriales au plus près des acteurs locaux
- Les fonctions support et de pilotage : Secrétariat général, finances et patrimoine, juridique, CFA régional, communication, comptabilité, ressources humaines, numérique...

### **2.2 Activités du CFAR**

Le CFA de la Région Bretagne est totalement intégré dans la CMA, et ne bénéficie pas d'une comptabilité distincte.

Il est réparti sur sept sites : Auceleuc, Ploufragan, Quimper, Vannes, Bruz, Fougères et Saint-Malo.

Ses activités couvrent un vaste spectre de formations :

- Formations initiales (FI), principalement de niveau 3 (CAP, MC) et de niveau 4 (BP, Bac Pro, BTM, CQP, TH). La CMAR se désengage progressivement des niveau 5 (BTMS, BTS, BM) qui étaient peu représentés.
- Formation Continue Longue (FCL) couvrant les champs suivants :
  - ✓ BM : Brevet Maîtrise - Actions de formation continue, hors apprentissage - Formation pour des adultes pour des formations sur des modules professionnels ou de gestion
  - ✓ Contrat de professionnalisation : Formations assurées dans le cadre du CFA (Prof. Jeunes 16-25 Ans et Prof. Adultes > 25 Ans), financé par les OPCO (ANFA, Constructys...)



Ces formations concernent une multitude de filières, incluant les métiers suivants :

- Alimentaire : charcutier-traiteur, boucher, boulanger, pâtissier, crêpier
- Automobile & Mécanique : agent de maintenance des matériels d'espaces verts, carrossiers, agent de maintenance des véhicules (voitures particulières, motocycles, cycles), signalétique
- Bâtiment & Bois : ébéniste, maçon, charpentier bois, constructeur bois, menuisier, carreleur mosaïste, peintre, solier moquettiste, métiers du plâtre et de l'isolation, électricien
- Hygiène & Services : photographe, prothésiste, coiffeur, esthéticien cosmétique, parfumeur, fleuriste, préparateur en pharmacie, toiletteur canin
- Numérique : technicien en Télécom-réseaux et très haut débit

Depuis la réforme de l'apprentissage portée par la loi du 05 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », les formations sont désormais financées par des Opérateurs de Compétence (OPCO), sur la base des Niveaux de Prise en Charge (NPEC) fixés par France Compétences, en remplacement des dotations pédagogiques versées par les Conseils Régionaux.

### **3 Évènements majeurs survenus au cours de l'exercice**

#### **3.1 Évènements majeurs intervenus au cours de l'exercice**

##### **3.1.1 Évolution des NPEC**

En 2023, à la suite d'une alerte de la Cour des Comptes sur le coût de l'apprentissage sur les comptes de la Nation, France Compétences a décrété une baisse des Niveaux de Prise en Charge pour les contrats d'apprentissage. Cette baisse a été fixée en moyenne à 5 % pour les nouveaux contrats signés à compter du 1er septembre 2023, avec des baisses accentuées sur les formations de niveaux 3 et 4. Compte tenu de la temporalité de la signature des contrats pour l'année scolaire 2023/2024, l'impact financier pour la chambre a été limité sur 2023, mais a porté ses pleins effets pleins pour les nouveaux contrats d'apprentissage signés pour la rentrée 2024.

Cet élément affecte profondément le modèle économique de la chambre, dont 2/3 environ des ressources proviennent de l'apprentissage.

##### **3.1.2 Dépréciation créances clients**

Au 31/12/2022, il a été constaté une forte dépréciation sur les créances clients : 3.930.522 Euros.

Cette provision concernait le « stock » de factures émises (comptes clients 100/101 :



factures émises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022) à destination des OPCO, présentant un fort risque de non-recouvrement.

D'importantes opérations d'apurement et de recouvrement ont permis de fortement réduire ce stock au 31/12/2023. À cette date, la provision a été révisée à 2 349 103 €. Le différentiel a permis de générer une reprise de provision de 1 581 419 €.

L'important travail de recouvrement fait en 2024 a permis de diminuer la provision sur les comptes stocks à hauteur de 973 949 € en 2024.

Par ailleurs, sur la gestion des flux postérieurs au 31/12/2021, et selon la même méthodologie d'appréciation des risques clients, il avait été constaté une provision de 331.531 Euros au 31.12.2022 (201.919 Euros pour les contrats flux & 129.612 Euros pour les contrats stocks). Cette provision a été actualisée au titre de l'exercice clos le 31.12.2023 et elle ressort à 297.761 Euros (186.288 Euros pour les contrats flux & 111.473 Euros pour les contrats stocks).

Le travail réalisé en 2024 a également permis de réduire la provision sur les flux postérieurs à 2021 à hauteur de 14 150 € (contrats flux).

### **3.1.3 C3S (Contribution sociale de solidarité des sociétés)**

Cette contribution est due pour la seconde année. Basée sur 0.16% du Chiffres d'Affaires après abattement de 19 000 000 €, elle s'établit à 64 951 € pour l'exercice 2024

### **3.1.4 ENERGIE**

Après 3 années marquées par une très forte inflation du coût de l'énergie, notamment celui de l'électricité (+314% entre 2020 et 2022), les conditions de marché se sont stabilisées depuis le courant de l'année 2023.

### **3.1.5 PLAN D'ACRION DE LA DIRECTION RÉGIONALES FINANCES, ACHAT ET PATRIMOINE**

Le plan d'action établi en 2023 a été déployé. Sur le volet financier, un certain nombre de chantiers ont été réalisés, dont les plus notoires sont les suivants :

- Révision des délégations internes
- Mobilisation des trésoriers adjoints
- Production de référentiels comptables et budgétaires
- Lancement du projet de déploiement d'une comptabilité d'engagement à l'échelle régionale
- Audits internes
- Mise en place d'un contrôle de gestion axé sur l'analyse des coûts complets
- Rapprochement physico-comptable avec reprise d'inventaires tournants
- Sécurisation des flux numéraires
- Optimisation des placements financiers

Ces objectifs, qui mobilisent à la fois la DRFAP et l'ensemble des acteurs financiers de la chambre, visent un double objectif : d'une part produire des états comptables de qualité, et d'autre part disposer d'une lecture fine du modèle économique de la chambre.



### 3.2 Événement majeur postérieur à la clôture

Pas d'évènement majeur à déclarer.

## 4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

### 4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).
- Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

#### 4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

	01/01/2024	Entrée	Sortie	31/12/2024
Immos incorporelles	1 572 205		34 323	1 537 882
Immos corporelles	177 178 324	10 141 683	6 166 919	181 153 088
Immos financières	2 638 498			2 638 498
Immo en-cours	4 735 957	3 583 502	3 665 078	4 654 381
Avances et acomptes				0
<b>Total Immos</b>	<b>186 124 984</b>	<b>13 725 185</b>	<b>9 866 320</b>	<b>189 983 849</b>

#### 4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, selon un barème établi par CMA France.



<b>Nature</b>	<b>Amortissements cumulés en début d'exercice</b>	<b>Augmentations : dotations de l'exercice</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Amortissements cumulés en fin d'exercice</b>
Brevet - Licence	1 552 838	8 883	34 323	1 527 398
Terrain	1 326 007	34 966		1 360 973
Construction	59 243 321	3 189 794	147 123	62 285 992
Installation technique	9 437 147	207 432	2 108 637	7 535 942
Inst.Mat.Outil péda	15 574 451	1 479 692	984 176	16 069 967
Agencement Divers	16 080 407	1 480 236	1 891 927	15 668 716
Matériel de transport	518 944	24 651	16 530	527 065
Matériel de bureau	631 044	12 730	103 523	540 251
Matériel informatique	5 079 476	1 097 722	123 210	6 053 988
Mobilier	2 609 575	109 198	608 187	2 110 586
Divers	967 386	19 925	101 476	885 835
Immos financières	2 152 801	9 126		2 161 927
<b>Total</b>	<b>115 173 397</b>	<b>7 674 355</b>	<b>6 119 112</b>	<b>116 728 640</b>

<b>Catégories d'immobilisations</b>	<b>Amortissement</b>	
	<b>Mode</b>	<b>Durée</b>
Logiciels	Linéaire	2 ans
Construction	Linéaire	20 à 40 ans
Installations industrielles, agencement	Linéaire	1 à 15 ans
Matériel & outillage	Linéaire	5 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	2 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans

Visé par le Commissaire aux Comptes

## **4.2 Actif circulant**

### **4.2.1 État des stocks**

Une première identification des stocks de matières d'œuvre a été initialisée sur cet exercice comptable, afin de répondre à l'une des recommandations exprimées par le CAC. Cet inventaire a été élaboré à partir de différents supports présents sur les campus de la CMAR.

En 2024, un inventaire a de nouveau été réalisé et nous constatons donc sur cet exercice la variation entre 2023 et 2024.

### **4.2.2 Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **4.2.3 Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à des charges d'exploitation, à hauteur de 395 825 € au 31.12.2024 contre 246 344 Euros au 31.12.2023.

### **4.2.4 Trésorerie**

Le CFA Régional n'ayant pas la personnalité juridique, il ne dispose pas de compte bancaire propre.

Les comptes de trésorerie 2024 présentent un solde débiteur de 24 221 972 € contre 12 321 171 € Euros au 31.12.2023.

Les placements au 31 décembre 2024 s'établissent à 32 261 525 € contre 27 455 883 Euros au 31.12.2023.

Cette répartition illustre une gestion plus dynamique des excédents de trésorerie de la chambre.



## 4.3 Fonds propres

### 4.3.1 Variation des fonds propres

Nature	Début d'exercice	Diminutions	Augmentations	Fin d'exercice
Dotation	4 355 810			4 355 810
Dons et legs	3 219			3 219
Affectation	107 027			107 027
Réserves	1 631 995			1 631 995
Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)	66 102 074		7 880 652	73 982 726
Résultat net de l'exercice (excédent ou déficit)	7 880 652	7 880 652	6 628 925	6 628 925
Subvention d'investissements brutes	110 662 227	3 521 196	4 702 448	111 843 479
Subvention d'investissements virées au résultat	-66 508 987	5 927 155	2 743 084	-69 693 058
Provision pour risques	923 075	1 762 256	1 866 705	1 027 524
Provision pour charges	2 148 681	2 148 681	1 757 110	1 757 110
<b>Total</b>	<b>127 305 774</b>	<b>21 239 940</b>	<b>25 578 924</b>	<b>131 644 758</b>

### 4.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions et les investissements demeurent au bilan tant que le bien financé n'est pas sorti de l'actif. Ils sont toutefois amortis régulièrement.

Les subventions d'investissements sont reprises au compte de résultat au même rythme que les immobilisations qu'elles financent.

Pour rappel, depuis le 1er janvier 2023, les quotes-parts de subvention sont comptabilisées en comptes 782xxx, alors qu'elles étaient précédemment enregistrées en comptes 777xxx.

Une somme de 4 997 722 € a été inscrite dans le compte « quote-part de subvention d'investissement », virée au compte de résultat et correspond aux amortissements des subventions d'équipement.



Tableau des variations de subventions d'investissement brutes

Nature	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Subv Equipt	1 830 485			1 830 485
Subv Equipt Etat	4 030 525		33 525	3 997 000
Subv Equipt Région	73 785 318	1 925 823		75 711 141
Subv Equipt Dept	9 655 664		84 461	9 571 203
Subv Equipt Commune	2 706 531			2 706 531
Subv Equipt UE	3 142 573		97 095	3 045 478
Subv Taxes	15 504 940		529 491	14 975 449
Autres Subv	6192			6 192
<b>Total</b>	<b>110 662 228</b>	<b>1 925 823</b>	<b>744 572</b>	<b>111 843 479</b>

Tableau des variations de subventions d'investissement virées au compte de résultat

Nature	Début d'exercice	Virée au compte de résultat	Sortie	Fin exercice
Subv Equipt	555 354	62 244		617 598
Subv Equipt Etat	2 955 360	43 462		2 998 822
Subv Equipt Région	42 043 320	2 753 367		44 796 687
Subv Equipt Dept	5 830 732	215 124		6 045 856
Subv Equipt Commune	1 476 112	100 076		1 576 188
Subv Equipt UE	1 950 315	93 803		2 044 118
Subv Taxes	11 697 794	55 260	139 266	11 613 788
<b>Total</b>	<b>66 508 987</b>	<b>3 323 336</b>	<b>139 266</b>	<b>69 693 057</b>

## 4.4 Passifs et provisions

### 4.4.1 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

Nature	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Provision pour litige personnel	895 514	107 090		1 002 604
Provision pour risque	27 561		2 640	24 921
Provision pour charge	419 428	18 174	419 428	18 174
Provision Entretien Révision		271 632		271 632
Indemnités départ retraite	1 729 253		261 950	1 467 303
<b>Total</b>	<b>3 071 756</b>	<b>427 258</b>	<b>714 380</b>	<b>2 784 634</b>

Les provisions ont été revues dans leur intégralité.

La provision pour charge correspond aux indemnités mensuelles versées aux personnes qui ont quitté la Chambre en substitution de pôle emploi, la Chambre étant son propre assureur chômage.

### 4.4.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

La CMAR provisionne les engagements relatifs au régime de retraite de ses agents.

Cette provision est déterminée selon les modalités suivantes :

- Article 37 du statut du personnel des chambres de métiers et de l'artisanat comprenant une indemnité de fin de carrière proportionnelle à la durée de service pour les agents ayant plus de 10 ans de présence, égale à 30 points d'indice pour 12 mois de présence, limitée à 30 ans.
- Taux de charge moyen de 51%
- D'un pourcentage de turnover de non pris en compte dans le calcul
- De la table de mortalité par âge détaillée de 2012-2016 INSEE M1.1000
- Actualisation : 1.10 %
- Augmentation des salaires : 0.50% selon la source INSEE (taux d'inflation)

Ainsi déterminée, la provision départ retraite s'élève donc au 31/12/2024 à 1 467 303 €.



#### 4.4.3 Précisions sur d'autres dettes

##### 4.4.3.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à des produits d'exploitation, à hauteur de 2 186 597 €.

#### 4.5 État des dettes et créances à la clôture de l'exercice

##### 4.5.1.1 Les dettes

Elles sont évaluées à leur valeur nominale.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des Établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières	2 660 760	319 131	1 088 156	1 253 473
Divers (*)				
Dettes fournisseurs et comptes Rattachés	7 569 841	7 569 841		
Dettes fiscales et sociales	5 854 013	5 854 013		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	22 586	22 586		
Autres dettes (**)	356 951	356 951		
Produits constatés d'avance	2 186 598	2 186 598		
<b>Total</b>	<b>18 650 749</b>	<b>16 309 120</b>	<b>1 088 156</b>	<b>1 253 473</b>
Emprunts souscrits en cours D'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur L'exercice				
Dont envers les associés				

## Charges à payer

Nature	Fin d'exercice
Fourn.fact non parvenues	779 721
Intérêts courus	10 958
Dettes provis. pr congés à payer	1 870 771
Personnel - autres charges à payer	50 267
Charges sociales s/congés à payer	995 250
Charges sociales - charges à payer	0
Clients-avoir a établir	0
Divers - charges à payer	39 154
<b>Total</b>	<b>3 746 121</b>

### 4.5.1.2 Etat des créances

Les créances sont essentiellement constituées des flux relatifs à la facturation aux OPCO, pour lesquels le cycle de facturation basé sur le principe de service fait, implique à la fois un fort volume de factures à établir (FAE) au 31/12, et un encours-client important.

Le total des créances à la clôture de l'exercice détaillé par échéance s'établit comme suit

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	613 984	613 984	
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	17 670 712	17 670 712	
Autres	1 277 100	1 277 100	
Charges constatées d'avance	395 825	395 825	
Créances sociales et fiscales	1 838 912	1 838 912	
<b>Total créances</b>	<b>21 796 533</b>	<b>21 796 533</b>	



### Produits à recevoir

Clients - fact à établir	11 305 830
Fournisseurs - rrr à obtenir	0
Divers - produits à recevoir	0
Intérêts courus à recevoir	635 263
<b>Total</b>	<b>11 941 093</b>

#### 4.5.1.3 Autres éléments

Aucun élément significatif à signaler.

## 4.6 Compte de résultat

### 4.6.1 Subvention d'exploitation

Les subventions sont comptabilisées dès l'attribution lorsqu'il n'y a pas de conditions suspensives pour le montant prévu dans la convention d'attribution.

Les subventions conditionnées à la réalisation d'un niveau de dépenses éligibles sont comptabilisées au prorata du niveau de dépenses réalisées.

Lorsqu'il existe un risque de reversement, une provision est comptabilisée afin de couvrir le risque de reversement.

### 4.6.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes (TTC):

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	40 440 €
Au titre d'autres prestations	3 720 €
<b>Honoraires totaux</b>	<b>44 160 €</b>